

# **Géographie du développement**

---

*Territoires et mondialisation dans les Suds*

# Collection U

## Géographie

- BAZIN Marcel et DE TAPIA Stéphane, *La Turquie. Géographie d'une puissance émergente*, 2012.
- BOULANGER Philippe, *Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain*, 2015, 2<sup>e</sup> éd.
- CARIOU Alain, *L'Asie centrale. Territoires, sociétés et environnement*, 2015.
- CARROUÉ Laurent (dir.), *La France des 13 Régions*, 2017.
- CARROUÉ Laurent, *La planète financière. Capital, pouvoirs, espace et territoires*, 2015.
- CHARVET Jean-Paul et SIMIGNON Michel (dir.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain*, 2016, 3<sup>e</sup> éd.
- DE KONINCK Rodolphe, *L'Asie du Sud-Est*, 2012, 3<sup>e</sup> éd.
- DEPRAZ Samuel, *La France des marges*, 2017.
- DUBRESSON Alain, MOREAU Sophie, RAISON Jean-Pierre et STECK Jean-Fabien, *L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement*, 2012, 3<sup>e</sup> éd.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, *L'Afrique du Sud et les États voisins*, 2013, 2<sup>e</sup> éd.
- GIBLIN Béatrice (dir.), *Les conflits dans le monde. Approche géopolitique*, 2016, 2<sup>e</sup> éd.
- GRATALOUP Christian, *Géohistoire de la mondialisation*, 2010, 2<sup>e</sup> éd.
- LANDY Frédéric et VARREL Aurélie, *L'Inde. Du développement à l'émergence*, 2015.
- LASSERRE Philippe et GONON Emmanuel, *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires*, 2016, 2<sup>e</sup> éd.
- LERICHE Frédéric (dir.), *Les États-Unis. Géographie d'une grande puissance*, 2016.
- RADVANYI Jean, *La Nouvelle Russie*, 2010, 4<sup>e</sup> éd.
- SANJUAN Thierry et TROLLET Pierre, *La Chine et le monde chinois*, 2010.
- SEMMOUD Bouziane, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, 2010.
- SUBRA Philippe, *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, 2016.
- THÉRY Hervé, *Le Brésil*, 2012, 6<sup>e</sup> éd.

JEAN-LOUIS CHALÉARD, THIERRY SANJUAN  
AVEC LA CARTOGRAPHIE D'OLIVIER NINOT

# Géographie du développement

---

*Territoires et mondialisation dans les Suds*

**ARMAND COLIN**

# Collection U

Géographie

Nous remercions Géraud Magrin pour sa relecture attentive du manuscrit.

Illustration de couverture : Agglomération de Mumbai (Inde) © Frédéric Soltan/Getty images.

Cartographie : Olivier Ninot

Mise en page : Belle Page

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
	

© Armand Colin, 2017

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

[www.armand-colin.com](http://www.armand-colin.com)

ISBN 978-2-200-61478-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Pour une géographie du développement aujourd'hui

QU'ENTENDRE par le terme de « développement » ? Peut-il y avoir une géographie du développement, quand la globalisation en cours fait converger les modes de croissance économique, intègre les territoires à l'échelle mondiale et accompagne l'apparition de nouvelles disparités entre les pays nouvellement émergés, les grands États émergents, les économies en pleine croissance et les régions ou nations en mal développement, en récession, voire en autarcie économique et politique ?

Quel domaine la géographie du développement peut-elle prétendre couvrir aujourd'hui ? Est-ce par une approche régionale : les parties du monde qui ne comprennent pas les anciens pays industrialisés ? Est-ce l'étude de ceux qui ont été successivement qualifiés de pays « sous-développés », puis « en voie de développement », sous les chapeaux de Tiers Monde, puis de Sud et dorénavant des Suds ? Ou bien, contre une idéologie qui ne verrait dans les divers développements que de simples degrés d'un même processus [RIST, 2013], n'est-ce pas plutôt par une approche théorique des mécanismes du développement, des processus, des trajectoires historiques et culturelles, des résultats économiques et sociaux spécifiques aux Suds ?

Les visions tropicalistes – issues du possibilisme vidalien –, tiers-mondistes – datées d'un temps géopolitique de bipolarité idéologique – ou postcoloniales – voulant décaler les regards au-delà de l'histoire même du champ du développement – sont autant d'éléments d'héritage conceptuel, mais les réalités contemporaines, les nouveaux équilibres mondiaux comme les urgences sociales et environnementales qui abondent dans les sociétés en développement nous invitent à dépasser ces approches.

Une vision développementaliste doit aujourd'hui être centrée sur les défis, aspirations et représentations des sociétés concernées, suivant non

pas seulement les seules – floues voire piégées – normes du développement durable, mais aussi – et surtout – un positionnement humain qui défend les droits à l'égalité territoriale et sociale.

Inscrits dans le champ des sciences sociales, nous estimons que notre réflexion sur le développement peut en effet difficilement faire l'économie, dans ses fondements, d'une éthique politique. L'espace est aussi le révélateur des mieux-être, des réussites ou des échecs, des inégalités et des injustices sociales. Travailler sur le développement amène souvent à dénoncer l'absence ou le non-respect de règles éthiques, politiques ou économiques, dans le partage des richesses qu'il engendre, leur confiscation par certains au détriment de beaucoup d'autres. Une géographie du développement se nourrit ainsi souvent, même tacitement, d'une indignation première et se complète toujours d'une approche géopolitique, à la fois interne et externe, des acteurs en présence.

Le développement ne peut se limiter à des indicateurs économiques ni même socio-économiques. Il se définit à la fois par une amélioration du mieux-être de l'ensemble des populations en interne grâce à l'essor du pays et par une autonomisation relative de ce dernier dans son intégration à la mondialisation : les rapports de force économiques et politiques lui deviennent plus favorables et lui ménagent un certain contrôle de son destin dans un nouveau tissu d'interdépendances.

## Une analyse des processus territoriaux

Géographes, nous ne réduisons donc pas notre conception du développement à une seule croissance économique, longtemps jugée comme nécessaire mais non suffisante – et elle-même remise en question par les théories de la décroissance [LATOUCHE et HARPAGÈS, 2012]. Nous approchons le développement par les territoires et les processus territoriaux, soit les logiques d'évolution dans leurs dimensions spatialement et socialement construites.

L'approche théorique, d'autant qu'elle concerne désormais des fonctionnements toujours plus planétaires, doit être également confrontée, renforcée, enrichie au contact des réalités locales, du « terrain » si cher à ces disciplines du vécu que sont la géographie, l'anthropologie ou la sociologie. Une telle méthodologie, s'appuyant sur cette double démarche, est d'autant plus indispensable que les traductions et dynamiques spatiales du développement varient et s'entrecroisent à différentes échelles.

L'analyse aujourd'hui des interpolations entre des phénomènes globaux et des accroches locales au système-monde, résumées parfois sous le vocable de « glocal », souligne à la fois une unification et une

interdépendance des territoires à l'échelle mondiale, qu'ils soient du Nord comme des Suds, et une fragmentation des territoires à des échelles plus fines, régionales, urbaines, locales. Cette dimension inégalitaire du développement n'apparaît pas nouvelle – elle est peut-être même inéluctable –, mais elle s'exacerbe désormais par l'intensité et l'ampleur géographique des flux de la globalisation. Les modes contemporains du développement, facteurs d'aggravation du morcellement territorial, disqualifient dès lors pour partie les comptages statistiques et les représentations cartographiques si commodes à l'échelle des États, dans des pays où il est, par ailleurs, difficile d'obtenir des chiffres, des données statistiques d'ensemble, lisses et cohérentes.

## Une multitude d'acteurs en présence

Les difficiles constructions étatiques – après un temps de colonisation et/ou l'instauration d'un nouveau régime socio-économique –, leurs restructuration et mises en dépendance auprès des bailleurs de fonds internationaux – banques et organismes internationaux, États prêteurs –, leurs choix de voies de développement nationales – variant suivant les enthousiasmes idéologiques puis les exigences du système mondial d'économie de marché – ont placé et placent les États des « Suds » au cœur des dispositifs politiques et des acteurs du développement.

Les voies économiques choisies ont une histoire, une traçabilité idéologique, une trajectoire locale. Elles ont pu varier dans le temps avec des ruptures plus ou moins brutales. En la matière, les politiques des États ont porté des ambitions qui dépassent le strict économique : la volonté de l'amélioration des conditions de vie d'une population – en termes de logement, de santé, de consommation –, mais aussi des projets nationalistes ou des luttes – plus partisans – pour la captation du pouvoir et des richesses.

Les pays en développement sont également souvent vulnérables en interne dans la mesure où leur économie formelle est incapable de répondre aux besoins en travail d'une main-d'œuvre globalement jeune, pléthorique et inégalement formée. Les activités paraformelles ou informelles, non déclarées mais participant pleinement du système économique de la ville, de la région voire du pays, échappent ainsi aux États et les privent des moyens budgétaires d'une consolidation des solidarités nationales en termes d'équipements ou de protections sociales. L'État est alors à l'origine de fortes fractures sociales, privilégiant souvent ses propres employés – et leurs affidés – d'une vulnérabilité sociale générale, et cela sans commune mesure avec l'opposition fonctionnaires/employés du privé dénoncée par les esprits libéraux des pays riches.

Les États dans les Suds doivent par ailleurs affronter les exigences d'organismes internationaux comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI), pour beaucoup d'entre eux répondre à des politiques d'ajustement structurel, accepter des concurrences commerciales qui leur sont inégalement bénéfiques : ici, des cours mondiaux du coton ou du cacao qui s'effondrent et cassent un choix de développement par les exportations ; là, au contraire, une première intégration réussie des marchés des pays développés par des produits industriels de faible valeur ajoutée (biens de consommation courante), suivie ensuite d'une montée en gamme. L'autonomie des États par rapport aux institutions internationales varie suivant le poids démographique, le niveau d'intégration économique atteint ou le degré stratégique de leurs ressources.

Les acteurs du développement évoluent à de multiples échelles. Les firmes multinationales américaines, européennes ou japonaises, et de plus en plus de très grandes firmes issues elles-mêmes des Suds – comme les grandes compagnies pétrolières chinoises – sont les principaux agents d'une mise en réseau économique au niveau mondial. Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent souvent, quant à elles, un rôle crucial dans des développements souvent très locaux. Les réseaux diasporiques favorisent, sur de vastes aires régionales et continentales, les flux d'hommes, d'informations, de finances, de marchandises, et peuvent devenir à la fois des relais efficaces en externe pour les productions du pays de référence et des sources de revenus décisifs en interne.

Les désirs de mobilité traversent enfin les Suds à toutes les échelles. Les migrants peuvent se diriger vers la ville proche, vers la capitale nationale, vers des Suds en croissance, vers les Nords. Leurs raisons sont variées : l'espoir de vivre mieux ailleurs, celui d'accumuler un pécule pour faire vivre la famille au pays et y revenir un jour, celui aussi de trouver un refuge, un abri contre un pouvoir dictatorial ou fuir une guerre civile.

## Des défis hier inconnus des pays anciennement industrialisés

Alors que les pays du Nord ont connu une transition démographique lente, des révolutions agricoles et industrielles espacées, un exode rural tardif, la question du développement pour les pays du Sud s'est historiquement inscrite dans un temps de brutale croissance des populations. L'engagement de ces derniers dans la transition démographique, notamment depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui encore inégalement aboutie suivant les régions, a eu trois caractéristiques principales, qui distinguent fortement leurs trajectoires de celles des anciens pays industrialisés : la rapidité et



l'ampleur de la première phase de la transition démographique, à laquelle les gouvernements ont parfois répondu par des politiques très coercitives pour réduire les taux de fécondité et de natalité – comme en Chine ou en Inde ; la croissance prodigieuse en nombre des populations, avec des pyramides des âges soulignant une part très importante des moins de 20 ans ; enfin, un tel effet de masse, brutal, dans un contexte de mal développement, de sous-industrialisation, et pénalisé par des campagnes incapables d'offrir des emplois à hauteur de la demande, avec l'obligation pour certains pays de répondre au vieillissement d'une partie significative de leurs populations dans les décennies à venir.

Non sans qu'il faille, à l'évidence, se féliciter d'une amélioration globale des conditions sanitaires des populations aux Suds et de l'augmentation de l'espérance de vie, le constat est aussi que les fragiles équilibres tant ruraux qu'urbains d'autrefois, suivant les règles d'un ancien régime démographique, ont été rompus. Cette évolution s'est de surcroît accompagnée d'une tendance globale, variable suivant les régions du monde mais toujours forte, à l'urbanisation, le solde naturel urbain pouvant jouer ici un rôle plus important que les migrations.

Dans les Suds, la ville est à la fois le lieu de représentations d'un potentiel vivre mieux et un espace où se démultiplient les occasions – formelles ou informelles – de trouver du travail. La mondialisation accélérée de ces trente dernières années a renforcé la polarisation urbaine du développement et a pu soutenir la primauté des villes littorales, avec l'essor de ports et de zones franches, voire la macrocéphalie politique et économique côtière de nombre d'armatures urbaines nationales. La grande ville devient un lieu d'attractivité des talents nationaux et internationaux, des investissements directs étrangers et des activités industrielles ou tertiaires – comme le tourisme, les succursales de firmes multinationales, les centres d'appels délocalisés... – dans le cadre concurrentiel d'avantages comparatifs.

Un processus de métropolisation affecte bon nombre de villes des Suds, avec des marqueurs visibles comme des projets ambitieux de rénovation urbaine et l'accueil d'événements internationaux tels que des expositions universelles, des jeux grand régionaux (asiatiques, panafricains, sud-américains) ou olympiques. Certaines comptent aujourd'hui au nombre des principales métropoles du réseau mondial. De grandes villes comme Singapour, Hong Kong, Shanghai, Johannesburg, Rio de Janeiro ou Mexico participent pleinement de la globalisation en cours, certaines s'inscrivent même dans la chaîne continue des activités boursières à l'échelle de la planète.

En contrepartie, leur ancrage à l'échelle mondiale se complète à la fois d'une très forte modernisation en interne et d'une hiérarchisation à leur

profit de leurs périphéries immédiates : suburbaines, périurbaines, régionales voire transfrontalières suivant le modèle des triangles de croissance observé entre Singapour, le Johor malaisien et les îles indonésiennes de Riau par exemple. La métropolisation s'accompagne parfois même d'un processus de mégalopolisation, satellisant les campagnes – à l'occasion, de fortes densités – et les villes secondaires dans une dynamique commune de développement et d'intégration au système économique mondial grâce aux équipements offerts par la polarisation métropolitaine [MCGEE, 1991]. Une autre échelle de l'urbain s'impose alors, et augmente sensiblement les interdépendances mais aussi les décrochements et les inégalités entre les territoires.

L'urbanisation des Suds laisse souvent apparaître des classes moyennes, désormais nombreuses, qui, mieux éduquées, attachées aux services publics – qui est la condition institutionnelle de leur consolidation – et mieux informées par les médias ou la progressive généralisation du tourisme, aspirent aux modes de vie et de consommation des pays plus aisés, le plus souvent identifiés à l'*American way of life*. Ces populations ont la plupart du temps des activités tertiaires et ne correspondent plus aux seules lectures qui réduisaient les pays du Tiers Monde à une dichotomie riches/pauvres. Elles sont aussi les acteurs de la construction d'une citoyenneté voire d'un espace public au sens habermassien – où une opinion publique libre d'expression se développe –, qui ont pu parfois mettre fin à des régimes politiquement dictatoriaux. Enfin, ces classes moyennes sont les plus sensibles à la persistance des inégalités, des violences du mal développement, mais aussi aux nouveaux défis qui se posent aujourd'hui à l'ensemble de ces pays voire parfois à la communauté mondiale dans son ensemble : remise en question de l'État, montée des mouvements identitaires ou religieux, dépendances accrues aux firmes multinationales qu'elles soient du Nord ou du Sud, dégradations environnementales et défi climatique.

## Nourrir la population, équilibrer les territoires, sauvegarder l'environnement : une pertinence renouvelée à poser les questions en termes de développement

Les Suds : des cocotiers tropicaux pour agence de tourisme international ? Des espaces soumis à des risques constants de catastrophes naturelles ? Des pays noirs pollués par une croissance économique sans frein ? Des bidonvilles pour les marges sociales des grandes villes ? Des lieux de

violences faites aux personnes pour la terre, les ressources, le pouvoir ? Des enfants au ventre gonflé par la faim ? Ces régions relèvent incontestablement d'une vulnérabilité exacerbée, et souvent exploitée par des convoitises locales et internationales de toutes natures.

En cela, l'approche par le développement est pertinente et elle ne peut se noyer dans un vague discours uniformisant sur la globalisation, avec une gradation tacite dans les niveaux d'un même et fatal modèle libéral de développement. L'acuité des problèmes actuellement connus par les pays des Suds ne peut se confondre avec les questions posées ni aux anciens pays de l'Europe centrale et orientale ni à ceux de l'ancien monde développé. Les premiers ont en effet traversé un temps d'industrialisation, de contrôle des mobilités géographiques, et une construction étatique continue sous couvert du modèle socialiste qui leur permettent aujourd'hui d'affronter avec des outils d'États modernes les défis de leur redéveloppement. Les seconds connaissent, il est vrai, les forts contrecoups d'une nouvelle redistribution internationale du travail et sont contraints à des ajustements financiers et structurels inconnus jusqu'ici, mais leurs niveaux de vie moyens sont sans commune mesure avec ceux des pays dits en développement ou même émergents – notamment quand il s'agit de grands pays aussi contrastés régionalement que la Chine, l'Inde, le Brésil ou le Mexique. Être pauvre en France ou en Suède n'est pas équivalent à être pauvre à Caracas ou à Abidjan, en raison des niveaux de vie respectifs et des structures de solidarité minimales déployées par les États développés.

Ce qui frappe aux Suds, c'est la brutalité des processus, liés à des trajectoires spécifiques – souvent issues de la colonisation –, la brutalité de leurs effets sur les territoires et les sociétés, les inégalités et injustices qui en découlent, sans qu'aucun acteur ait les moyens de répondre globalement aux défis que sont la pauvreté, le manque d'éducation, l'insécurité, l'exploitation. L'État, même autoritaire, peine à intégrer l'ensemble des populations nationales dans un projet commun.

Les Suds concentrent enfin bon nombre des défis du monde de demain. Les chaînes de solidarité dessinées par la globalisation créent des interdépendances décisives entre ce que nous appelons aujourd'hui les Nord et les Suds en termes d'équilibres démographiques, de productions alimentaires, de distribution du travail industriel, de compétences économiques, urbaines voire politiques – avec notamment l'émergence des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) –, et surtout d'environnement.

La lente mais sûre destruction de vastes espaces verts de la planète, le gaspillage de ressources comme l'eau, la lutte internationale pour les terres qui s'annonce, la pollution énergétique et le chaos environnemental de nombre de villes – parfois grandes – de pays aussi bien en développement qu'émergents dépassent l'échelle de la modernité qu'a connue

l'Occident aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. L'homme a aujourd'hui acquis les moyens techniques d'une démesure dans sa rationalisation productive qui font de la plupart des régions en développement des laboratoires écosystémiques sans précédent et trop souvent victimes de mutations environnementales irréversibles, sans comparaison avec les défis récemment rencontrés de la désindustrialisation dans les pays riches. Le choix n'est certes pas facile entre un développement qui apportera immédiatement plus de richesses aux hommes et le respect de leurs environnements pour eux et leurs enfants. Changer, se moderniser certes, mais que garder de l'identité première ? Que patrimonialiser ? Les questions identitaires – et donc politiques – croisent les logiques de survie, sans qu'il soit possible à quiconque de donner de leçon en la matière. La simple reconversion patrimoniale en manne touristique n'est pas non plus sans poser de nouveaux problèmes et dépendances.

Le développement est en cela une question d'urgence sociale et spatiale pour les pays émergents et en développement tout autant que pour nous, pays anciennement développés, dans notre quotidien, notre futur proche, et l'avenir de l'humanité.

## Identifier les nouvelles segmentations mondiales

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, de nouveaux équilibres géopolitiques apparaissent à l'évidence, après la fin d'un monde bipolaire, avec la remise en question de l'hyperpuissance américaine, l'émergence de puissances grand régionales qui ne relèvent plus de l'Occident comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud, et enfin une porosité grandissante entre Nords et Suds en termes de flux d'hommes pour l'éducation ou le travail, de marchandises – avec des prises de marchés à l'échelle mondiale par la Chine notamment, ses articles étant il est vrai aussi largement produits par des entreprises chinoises que des firmes multinationales occidentales qui y ont délocalisé leurs activités – et d'informations grâce aux moyens de communication actuels. Le fait le plus marquant est surtout que cette circulation des hommes, des biens et des idées augmente entre les pays des Suds sans plus désormais passer par les anciens pays industrialisés.

Il en découle de nouvelles hiérarchies entre les pays en développement et émergents, qui se basent surtout sur l'économique, mais où des enjeux de puissance géopolitique, diplomatique, militaire croisent des intérêts nationaux voire portent le heurt de mondes culturels et religieux différents – non sans instrumentalisation politiques. Des trajectoires inégales s'observent entre États, les uns montant en puissance, d'autres en faillite,

d'autres enfin acceptant un rôle secondaire dans la mondialisation en recomposition.

Notre analyse des processus territoriaux en lien avec le développement nous a en conséquence menés à mettre en lumière non la disparition du « développement » ou des « Suds », discours lisse et réconfortant, mais au contraire leur pleine actualité dans la diversification même des Suds qui est en cours. Il nous a semblé important d'établir une typologie entre les grands pays émergents, les nouveaux lieux d'ancrage à la globalisation, les pays intermédiaires et les marges délaissées.

L'objectif de cet ouvrage est ainsi une appréhension des lieux du développement économique et social à différentes échelles, en partant du plus local, au national, au grand régional, jusqu'à une vision d'ensemble du monde d'aujourd'hui. Il a pour but d'aborder le développement par les processus, à partir desquels une nouvelle lecture de la régionalisation du globe est possible. Le développement, n'est-ce pas en fait une autre façon de penser la globalisation en incluant les Nord ? Inverser le regard, nous voir depuis les Suds.

Dans une première partie, nous analyserons les héritages dans les mots, les voies, les trajectoires étatiques et les explosions démographiques du monde en développement. La deuxième partie sera consacrée aux dynamiques à l'œuvre actuellement dans le cadre de la mondialisation, la troisième à leurs traductions territoriales : une urbanisation généralisée et les processus de métropolisation, la diversification des espaces ruraux, les enjeux géopolitiques et le défi environnemental. Enfin, une quatrième partie permettra une lecture différenciée des Suds en termes de nouveaux pôles de puissance, de lieux d'ancrage, de développement en cours et de laissés-pour-compte.



# Héritages et cadres du développement

ABORDER le développement au XXI<sup>e</sup> siècle ne peut se faire sans s'interroger sur le passé qui rend pour une large partie compte de la situation actuelle. À l'échelle historique, la question du sous-développement est récente et s'impose après la Seconde Guerre mondiale, même si ses fondements sont bien plus anciens.

La prise de conscience de l'existence du phénomène s'accompagne d'un débat sur les appellations qui n'est pas une simple querelle de mots. Dans les années 1950, la bataille qui s'engage entre ceux qui parlent de « pays sous-développés » et ceux qui parlent de « Tiers Monde » oppose des visions du monde et des solutions pour sortir du sous-développement radicalement différentes.

Toutefois, sur une période de près de sept décennies, des évolutions fortes se sont fait jour, qui mêlent étroitement politique et économie, et qui conduisent à faire évoluer les cadres conceptuels qui permettent de penser le développement, à poser différemment les questions ayant trait aux politiques et à s'interroger sur la pertinence de certains modèles économiques qui relèvent du passé.

La plupart des pays dits « en développement » – à l'exception de quelques cas comme l'Éthiopie, l'Afghanistan ou la Thaïlande – ont connu les affres de la colonisation, qui a durablement marqué leurs économies comme les mentalités des populations. La lutte pour la sortie du sous-développement a paru, un temps, indissociable de la lutte pour l'émancipation politique. Mais qu'en reste-t-il à un moment où presque toutes les anciennes colonies sont devenues indépendantes depuis plusieurs décennies ?

Jusqu'aux années 1970, les politiques économiques dans les Suds sont marquées par un interventionnisme fort des États, qu'ils soient socialistes ou non. Dans tous les cas, des « modèles » de développement ont été mis en œuvre, qui doivent permettre aux différents pays de s'industrialiser et de voir le niveau de vie de leur population augmenter. À partir des années 1980, on assiste à un changement brutal : des mesures libérales sont prises dans le cadre de la mondialisation, plus ou moins imposées, selon les cas, par les grandes institutions financières internationales. Pour autant, ces nouvelles orientations ne sont pas unanimement acceptées et les interrogations sur les modèles demeurent.

La fin du bloc socialiste et la chute du mur de Berlin en 1989 modifient les rapports de forces à l'échelle planétaire dans un monde dorénavant dominé par la puissance américaine mais aussi de plus en plus multipolaire. L'État n'est plus le même. Depuis la fin de la Guerre froide, le temps où chaque bloc soutenait ses alliés, fussent-ils des dictatures sanguinaires, est largement révolu, ouvrant la porte à bien des instabilités. Le crédo libéral pousse partout à la diminution du rôle de l'État en faveur d'un secteur privé multiforme. Les États issus de la colonisation sont fragiles, mais inégaux face aux enjeux actuels, certains ancrés dans une histoire longue, comme la Chine, d'autres devenus indépendants depuis près de deux siècles comme ceux d'Amérique latine, d'autres enfin pures créations coloniales et constitués en États indépendants au milieu du xx<sup>e</sup> siècle comme la plupart des États d'Afrique.

Enfin, longtemps, un caractère commun des pays en développement a été la forte croissance démographique. Durant la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, des évolutions divergentes se sont dessinées entre ceux qui voyaient leur démographie se rapprocher de celle des pays développés et ceux que caractérise toujours une forte croissance naturelle. Toutefois, tous ces pays présentent une population jeune, durablement marquée par les forts taux de croissance des décennies précédentes, ce qui a des implications en termes de contraintes mais aussi de perspectives économiques.

Dans cette première partie, nous essaierons d'analyser quelques-uns des héritages majeurs des trois quarts de siècle passés de l'évolution des pays en développement et de voir parallèlement comment se sont modifiées les manières de penser le développement. Derrière la querelle des appellations évoquée au premier chapitre, il s'agit de s'interroger d'abord sur les différentes conceptions du développement qui ont eu ou ont encore cours. Le deuxième chapitre s'attache à l'analyse des modèles économiques proposés à partir des années 1950 : le recul de plusieurs décennies permet de porter un regard distancié sur des expériences passées et d'apprécier l'ampleur des changements opérés depuis



la généralisation (inégaie) des politiques libérales. S'intéresser aux héritages suppose aussi de s'interroger, avec le troisième chapitre, sur le rôle de l'État, sur la forte présence d'États dictatoriaux et faibles en même temps, et sur la place accordée à d'autres formes de gouvernance dans les Suds. Le dernier chapitre aborde la transition démographique, significative de la rapidité des changements opérés dans ce Tiers Monde, des trajectoires inégales des pays qui le composent et des enjeux démographiques du développement.



# Des mots pour enjeu

PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS, pays en développement, nations prolétaires, Tiers Monde, Sud... Les pays de l'aire qui nous intéresse ont été regroupés sous des appellations qui recouvrent moins des champs géographiques différents que des conceptions du développement et des façons différentes de voir le monde.

Si le terme de « sous-développement » est le plus ancien, rapidement d'autres expressions sont apparues, en opposition, comme Tiers Monde. Derrière les mots se sont longtemps dessinés des combats idéologiques, qui concernent la position des pays ainsi désignés, les causes du sous-développement et les moyens d'en sortir. Mais les trajectoires parfois opposées des territoires ont entraîné l'apparition de nouveaux termes comme de nouvelles conceptions du développement. Le contenu des vocables a lui-même évolué en même temps que le monde changeait et on peut se demander si les désignations anciennes ne sont pas caduques, car derrière les mots se pose la question même de l'existence de cet ensemble.

Pour répondre à ces questions, il convient de revenir sur les termes employés, ce qu'ils recouvrent idéologiquement et, éventuellement, leur évolution, car ils révèlent des enjeux politiques, économiques voire culturels qui restent d'actualité.

## La bataille des appellations

### Naissance du « sous-développement »

La question du développement apparaît en tant que telle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le président des États-Unis Harry S. Truman parle le premier des « pays sous-développés », dans son discours sur l'état de l'Union du 20 janvier 1949. La notion naît du constat de l'inégalité de niveau économique, notamment en termes d'industrialisation, entre des pays dits riches ou industrialisés et des pays qu'on appelle « sous-développés ». Cette prise de conscience est favorisée par l'évolution des études, des théories et

des outils de l'économie à l'époque. La crise de 1929 a fait venir au premier plan les questions macro-économiques. On s'intéresse au produit national brut (PNB), au PNB par habitant, et on mesure d'énormes différences entre territoires. L'expression de « pays sous-développés », dénoncée par certains comme péjorative, est remplacée par « pays en voie de développement », plus politiquement correcte, à partir de 1957 dans les institutions internationales – notamment l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) –, puis par « pays en développement ». Reste l'essentiel : le constat d'une inégalité à l'échelle du monde.

La question n'est pas totalement inédite. Les pays colonisateurs comme la France ou le Royaume-Uni avaient déjà le souci de « la mise en valeur coloniale » dans leurs territoires jugés pauvres et sous-exploités (même si le but était d'abord de servir la métropole). En 1946 est créé par la France le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (Fides), chargé d'encourager l'essor économique des colonies. La problématique est cependant radicalement renouvelée à l'échelle mondiale par la multiplication, à partir de l'après-guerre, d'États indépendants pauvres. En outre, le constat du « sous-développement » est inséparable d'une volonté, de la part des États-Unis et leurs alliés, d'aider ces pays à sortir de leur situation, et du contexte de l'époque marqué par les luttes anticoloniales et les rivalités entre les deux blocs, occidental et soviétique, dans le cadre de la Guerre froide. L'aide au développement est un moyen de combattre l'avancée du socialisme, en même temps que de soutenir l'expansion des marchés.

## Le Tiers Monde et les luttes anticoloniales

Parallèlement naît dans les années 1950 l'expression « Tiers Monde », qui désigne le même ensemble que les « pays sous-développés ». Employé par le démographe Alfred Sauvy en 1952, dans l'hebdomadaire *L'Observateur*, « Tiers Monde » fait explicitement référence au « Tiers État » au moment de la Révolution française. Comme le « Tiers État », troisième État par rapport à la noblesse et au clergé dans l'Ancien Régime, le Tiers Monde est le troisième monde à côté des deux groupes de pays industrialisés, capitaliste et socialiste. Il se présente comme un ensemble pauvre et dominé, alors qu'il recouvre la majorité de la population du globe.

L'expression, qui a connu un rapide succès dans les années 1950, correspondait à une réalité : on était en pleine Guerre froide et deux blocs s'affrontaient. C'était par ailleurs la grande période de la décolonisation. L'expression a servi de bannière aux pays pauvres dans leur lutte d'émancipation. L'époque est marquée par de grandes conférences qui manifestent la volonté d'union de cet ensemble par rapport aux deux mondes « riches », même si cette unité est en partie de façade. La Conférence afro-asiatique de Bandung en Indonésie en

1955, où sont affirmés les principes du non-alignement, le premier sommet des non-alignés, où le mouvement est précisé à Belgrade en 1961, l'organisation du groupe des 77 au sein de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) en 1964, qui vise à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor, sont quelques-uns des principaux jalons de la mise en place du mouvement.

À la différence de l'expression « pays sous-développés » qui prend acte d'une situation économique et sociale, l'expression « Tiers Monde » présente une double dimension revendicative : l'une politique, c'est l'émancipation des opprimés ; l'autre économique, par la promotion de relations plus équitables entre États riches et États pauvres. Si, dans les années 2000, les luttes pour la décolonisation ont pratiquement disparu avec l'indépendance de la plupart des anciennes colonies, le groupe des « 77 » – devenus 133 – continue de faire des propositions pour un nouvel ordre économique mondial.

## Les pays du Sud

La notion de « Sud » apparaît dans les années 1970 en partie en réponse au caractère politique de l'expression Tiers Monde. Employée dans beaucoup d'organisations internationales – d'ONG à la Banque mondiale, en passant par certaines instances de l'Organisation des Nations unies (ONU) –, et renvoyant à une localisation géographique, elle se veut neutre. Elle désigne un ensemble identique à celui des pays en développement. Elle est critiquée par ceux qui dénoncent son caractère apolitique. D'autres observent que les pays du Nord incluent des États situés dans l'hémisphère sud comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Cette désignation par rapport à des points cardinaux fixes semble aussi éliminer toute possibilité d'évolution.

D'autres notions ont été proposées également pour décrire cet ensemble – « nations prolétaires », expression dérivée du concept marxiste de prolétariat, par exemple –, mais elles ont connu moins de succès. La distinction « centre-périphérie », qui oppose pays occidentaux industrialisés et pays en développement, est utilisée en partie parallèlement à celle de Tiers Monde, qui a cependant une dimension politique plus explicite. Toutes deux renvoient largement aux mêmes principes explicatifs de la situation du monde.

## Les mots et les causes

### Déterminismes naturel et racial

Les tentatives d'explication du sous-développement sont nombreuses. Les thèses raciales qui mettaient en rapport populations et sous-développement

sont depuis longtemps abandonnées par les scientifiques. De même, les explications faisant jouer le déterminisme naturel, héritières lointaines de la théorie des climats de Montesquieu. Certains auteurs ont souligné la relation entre pays chauds et pays en développement, et en ont tiré un lien de cause à effet. Mais cette affirmation ne tient pas devant une observation précise, comme le relève Pierre Gourou dans son étude du monde tropical [1982] : l'Australie, en partie tropicale, appartient au monde développé, de même que la Floride, alors que des pays de climats continentaux comme la Mongolie appartiennent au monde en développement.

Il ne s'agit pas de nier les contraintes du milieu tropical, notamment pour l'agriculture, auquel appartiennent la plupart des pays du Sud : aridité du Sahel, faible fertilité de beaucoup de sols tropicaux... Mais les mêmes milieux sont mis en valeur de façons très différentes, en fonction de ce que Pierre Gourou appelle les « encadrements » (sociaux, économiques, politiques, culturels) : la forêt équatoriale peut être ainsi, selon les cas, répulsive et faiblement peuplée, siège d'une agroforesterie paysanne productive, défrichée pour laisser place à de grandes exploitations d'élevage, comme au Brésil. Si les données physiques à la surface du globe ne sont pas égales, et s'il faut parfois en tenir compte pour la mise en valeur des territoires, les conditions naturelles n'expliquent en rien la situation des pays en développement.

## Le sous-développement comme « retard »

Un certain nombre de penseurs et d'experts, en général appartenant au courant libéral, analysent le sous-développement comme un retard. La théorie qui a connu un grand succès, et inspire de fait beaucoup de politiques de développement encore aujourd'hui, est celle de W. W. Rostow, économiste et théoricien politique américain. Il propose une vision linéaire du développement en cinq grandes étapes, énoncées dans *Les étapes de la croissance économique* en 1960. La société d'origine, dite « traditionnelle », ne vit que de l'exploitation de la terre, elle est peu favorable au progrès et les hiérarchies sociales y sont figées. Une évolution lente conduit à la mise en place d'une société agricole, faiblement industrialisée, situation des pays en développement dans les années 1960. L'étape suivante, la plus courte et la plus décisive, « le décollage » ou *take-off*, correspond à la première phase de la révolution industrielle – à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle au Royaume-Uni, puis dans toute l'Europe occidentale et aux États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle. La quatrième phase est celle de la seconde révolution industrielle, avec des industries plus diversifiées. Enfin arrive l'étape ultime, celle de la société de consommation de masse, qui est celle des pays riches depuis les années 1950-1960. Dans ce cadre, le sous-développement est